

Pays d'Auray.

Les élus défendent les services publics du territoire.



Les élus du conseil communautaire d'Auray Quiberon terre atlantique étaient réunis à Hoëdic, vendredi 27 septembre 2019. © Ouest-France

Lors du conseil communautaire, qui s'est tenu vendredi 27 septembre 2019, à Hoëdic, les élus ont adopté une motion de soutien.

L'avenir du centre des finances publiques d'Auray (Morbihan) préoccupe les élus de la communauté de communes Auray Quiberon terre atlantique (Aqta). Réunis en conseil communautaire, vendredi 27 septembre 2019, à Hoëdic, ils ont adopté une motion en ce sens.

Objectif ? « Affirmer avec force et conviction notre soutien aux services publics en général et, plus particulièrement, au centre des finances publiques de la ville d'Auray, qui aurait vocation à fermer d'ici à 2022 » a rapporté Philippe Le Ray, président d'Aqta.

Le très haut débit, un pas de géant qui nous rapproche

La Banque des Territoires soutient activement les projets d'équipement numérique de tous les territoires : 1 million de lignes sont d'ores et déjà disponibles. #AFondLaFibre

Les élus ont souhaité aller plus loin, demandant d'ajouter à cette motion le fait d'être contre la fermeture et la réduction de tous les services publics. « La question qui se pose c'est : est-ce que l'interco va se substituer à l'État ? Le pays d'Auray est en train de se faire désosser tranquillement. Mais a-t-on les capacités de résister ? » s'inquiète Ronan Le Délézir, élu de Crac'h.

L'avenir de la gare en question

Un avis partagé par d'autres élus, qui estiment que se rendre à Vannes ou à Lorient pour certains services sera de plus en plus difficile. « Et il n'y a pas que les finances... Il existe aussi un projet qui prévoit que la dernière gare TGV du Grand Ouest quand on vient de Paris soit Rennes... » a alerté Gérard Pillet, maire de Pluvigner et ancien salarié de la SNCF, mettant en garde sur l'avenir des gares en région Bretagne.

« Si demain il n'y avait plus de gare TGV à Auray, ça serait une catastrophe pour le tourisme », rappelle Bernard Hilliet, maire de Quiberon et vice-président à Aqta, en charge du tourisme.

« Le responsable de La Poste a également tenté de me joindre. Cela m'étonnerait que cela soit pour de bonnes nouvelles », a annoncé Joseph Rochelle, maire d'Auray, qui craint pour l'avenir du bureau postal de la gare.

Préserver les services

« Vous êtes tous émus et c'est normal. Mais restons positifs. Oui, nous sommes aujourd'hui structurés pour mieux nous défendre », a répondu Philippe Le Ray, tentant de rassurer ses acolytes. Même discours rassurant du côté de Fabrice Robelet, maire de Brec'h et vice-président en charge du Pôle d'échanges multimodal (gare) : « **On a tous souvenir de projet de loi qui prévoyait la suppression de certains services** (le TGV entre autres, NDLR). **Mais je pense que la population sera tout aussi mobilisée que nous pour défendre ces services.** »

Pierrette Le Bayon, élue à Auray, a quant à elle rappeler l'importance de préserver les services santé dans le territoire. « Avoir par exemple un scanner dans notre territoire n'est pas une aberration », a-t-elle rappelé. Le président rebondit : « D'où l'importance du contrat local de santé, qui permettra de réunir les acteurs de la santé et de trouver des solutions. » La motion a été votée à l'unanimité.

Stéphanie HANCQ. Ouest-France